



## Christian Cabal

Député UMP de la Loire  
Rapporteur spécial du budget de la Recherche

# La Recherche ne peut s'accommoder du statut exclusif de fonctionnaires

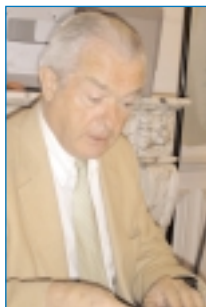
**R**APPORTEUR DU BUDGET DE LA RECHERCHE de la commission des finances de l'Assemblée nationale, proche de l'ancienne ministre de la Recherche Claudie Haigneré, Christian Cabal, professeur de médecine au CHU de Saint-Étienne, est un partisan convaincu de réformes en matière de Recherche. Il connaît tous les arcanes et les chausse-trappes de ce secteur qui a tenu le devant de la scène politique ces derniers mois. Partisan résolu d'une programmation pluriannuelle de la politique de Recherche – comme pour la Défense –, le député UMP de la Loire qui était l'invité d'honneur du petit déjeuner du **club Lamennais** du 21 avril, organisé par le président du **Conseil national des Ingénieurs et des Scientifiques de France** (CNISF), Xavier Karcher, et animé par François Gervais, rédacteur en chef de la lettre **Horizons politiques**, sur le thème « *La Recherche, défi français et européen* », a exposé avec fougue son point de vue sur l'avenir de la Recherche en France. Dans la gestion de ce dossier, à laquelle il a participé jusqu'au bout – « *J'étais le dernier à défendre à la télévision notre position alors que la ministre et mes collègues n'y allaient plus* », a-t-il confié –, le député UMP de la Loire estime n'avoir eu qu'un seul tort : celui d'avoir raison trop tôt et d'être trop impatient. Car, Christian Cabal en est persuadé, les « États généraux de



Xavier Karcher et Christian Cabal

la Recherche » qui vont s'ouvrir en principe au mois de juin, confirmeront son credo : « *Une Recherche moderne ne peut pas s'accommoder d'un statut exclusif de fonctionnaires !* » Selon lui, l'erreur du gouvernement a été de commencer symboliquement cette mutation de façon prématurée avec la proposition des 550 CDI transformés en CDD, mesure suspendue par le nouveau ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, François Fillon. « *Ce fut une erreur psychologique, une impatience regrettable et un signal négatif* », reconnaît-il. Mais, sur le fond, il estime avoir raison. Selon lui, les « États-généraux » décideront de donner plus de souplesse dans les recrutements de chercheurs (plus de la moitié du stock des chercheurs doit être renouvelée dans les dix ans à venir). « *Nous mettrons en place deux filières : la filière fonction publique traditionnelle et une filière correspondant aux nouveaux emplois non fonctionnaires mais apportant la même protection sociale. Le statut actuel de la fonction publique ne convient pas du tout à la Recherche. Vous verrez, il y aura un consensus sur la modification... seulement après les États-généraux* », pronostique le député de la Loire. Bref, Christian Cabal croit que cette crise aura eu du bon dans la mesure où elle permet de remettre les choses à plat. Et si l'on s'en tient aux réponses « musclées » qu'il a faites aux questions des Ingénieurs, il y a encore beaucoup de montres à remettre à l'heure dans ce secteur.

## Un constat « partagé » par tous les chercheurs



Le rapporteur du budget de la Recherche rappelle, d'entrée de jeu, que le statut de fonctionnaire ne va pas de soi pour la Recherche puisque, jusqu'en 1982, les chercheurs étaient des contractuels. « *Ils sont devenus fonctionnaires grâce à Jean-Pierre Chevènement avec tous les avantages statutaires, mais tous les inconvénients sur le plan de la rigidité des fonctions et des emplois. Or, le constat partagé par tous les chercheurs, ajoute-t-il, est que le statut exclusivement de fonctionnaire est préjudiciable à l'activité de Recherche qui implique de la mobilité (pas seulement entre le public et le privé), mais entre les différents laboratoires pour permettre de quitter d'éventuelles disciplines en perte de vitesse ou qui ne présentent plus d'intérêt majeur.* » Pour lui, la Recherche doit satisfaire un certain nombre de questions qui se posent à notre société et non pas satisfaire les envies personnelles de « *professeurs Tournesol dans leurs laboratoires jusqu'à ce qu'ils atteignent 65 ans en dévorant des crédits sans qu'il y ait la moindre retombée !* »

## Des « doctorants-cacahuètes »

Ce professeur de médecine, spécialiste en pneumologie du CHU de Saint-Étienne, ne ménage pas le monde de la Recherche. Il s'en est pris aux « meneurs » – en grande majorité, trotskistes et communistes, selon lui – du collectif « *Sauvons la Recherche* » et aussi, par exemple, aux quelque 20 000 doctorants dont la moitié est engagée dans les sciences humaines et sociales. « *Ils ont un titre de docteur qui ne vaut pas plus qu'un paquet de cacahuètes. Aucun pays, en dehors de la France, n'accepte cela (...). Au CNRS, ajoute-t-il, le nombre de chercheurs "durs" (scientifiques) par rapport aux chercheurs "mous" (sciences sociales) est moins de la moitié. La nation française, insiste-t-il, n'a pas la possibilité d'entretenir 7 000 post-doc. qui ne servent strictement à rien. On s'efforce de répartir la pénurie entre tous ces gens. Ils sont dans une situation de travailleurs clandestins puisqu'ils vivent de libéralités. Ils défilent dans les rues avec bac + 11, pour quoi pas bac+15 ? Cela ne veut plus rien dire. On les a laissés s'engouffrer. Malheureusement, certains de mes collègues ne vivent bien qu'avec une horde de "thésards" parce que cela les conforte et leur permet de publier ; c'est un système abominable !* » Voilà qui est dit. De même, Christian Cabal conteste la répartition actuelle des crédits de la Recherche publique

par « structures » et plaide pour celle fondée sur des « projets ». Les grandes structures comme le CEA ou le CNRS, sont devenues de véritables « Bastille » avec des enveloppes annuelles réparties entre elles sans que jamais un ministre de la Recherche n'ait demandé : « *Pour faire quoi de cet argent ?* » « *C'est une situation apocalyptique et invraisemblable à laquelle l'on s'est bien gardé de toucher pour éviter une réaction de corps. C'est Claude Allègre, le ministre socialiste, qui a commencé à faire bouger les choses. À son initiative, ont été créés plusieurs fonds à thèmes, et le CNRS et l'INSERM commencent à répondre à des appels d'offres* », souligne-t-il. Selon le député de la Loire, le « *Fonds de recherche prioritaire* », voté récemment, va être alimenté par des recettes de privatisations. Il devrait bénéficier de 150 millions d'euros cette année, somme qui doit monter rapidement à un milliard d'euros par an. À titre de comparaison, le vice-président de l'agglomération de Saint-Étienne a révélé que la recapitalisation de Giat allait coûter, cette année, six milliards d'euros, ce qui représente quasiment, a-t-il dit, « *un an de budget de la Recherche... pour une entreprise de 3 000 personnes* ».

## Un « électrochoc » après les européennes

Interrogé sur la « ligne » du gouvernement Raffarin III et sa longévité – trois mois ou trois ans ? –, le député UMP de la Loire a répondu dans un sourire : « *Trois semaines... je plaisante !* » « *La question des réformes ne se pose pas, poursuit-il, car, si nous continuons comme à l'heure actuelle, nous serons en dépôt de bilan. Il n'y a pas d'autre solution que de réformer profondément et vite. Or, ce n'est pas ce qui a été décidé.* » À titre d'exemple, Christian Cabal a confié qu'il ne passerait pas trois mois cet été à l'Assemblée nationale pour écouter les socialistes sur les dépenses de santé. « *Les solutions pour sauver l'assurance-maladie, tout le monde les connaît, y compris les socialistes. Il faut trois heures pour les formaliser autour d'une table et cinq minutes pour signer une ordonnance !* » En guise de conclusion, le député UMP, entrevoyant des résultats « apocalyptiques » pour son parti aux élections européennes, a souhaité qu'à partir du 14 juin, que la majorité puisse repartir « *avec un... électrochoc immédiat* ».

